

Interview de Corinne Lepage sur Atlantico le 19/11/2011

Mensonges et trahisons d'EDF et d'Areva sur le coût d'une sortie du nucléaire

Le géant français Areva a reconnu "être intervenu" mercredi auprès du PS pour le prévenir "des conséquences" économiques d'une sortie du nucléaire. L'argumentaire affûté des lobbyistes du groupe pourrait toutefois faire volontairement abstraction du coût réel du nucléaire...

Le nucléaire est une affaire d'argent... **Ce n'est pas sortir du nucléaire qui est suicidaire, mais s'entêter...**

Areva sous perfusion financière

D'abord, la situation financière actuelle d'Areva est catastrophique, et parler de ce qui est susceptible de se passer dans 15 ans évite de traiter des problèmes d'aujourd'hui. **La société est sous perfusion d'EDF, seul client du retraitement à la Hague, un des seuls ou le seul acheteur de Mox** (une usine de fabrication est aujourd'hui en chômage technique). A cela s'ajoute une dette monumentale, accentuée par des provisions pour l'EPR finlandais (3 milliards d'euros), le surcoût de l'achat d'[UraMin](#), et une baisse de notation considérable.

Aujourd'hui, la question pour Areva est bien celle de l'emploi et non celle du futur, en raison de choix stratégiques absurdes. Il est urgent d'engager la reconversion d'Areva... Parier sur les ventes massives d'EPR ou de Mox est suicidaire.

EDF traîne des pieds pour sécuriser ses centrales

Ensuite, le rapport de l'[IRSN](#) (Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire) montre le laxisme dans la prise en compte des risques de nos centrales. Par exemple, le fait que la proximité de ces centrales (comme à [Gravelines](#)) avec de grands complexes industriels n'ait pas été prise en compte, laisse plus que songeur !

La mise aux normes des centrales va être très coûteuse, mais EDF ne parviendra pas, comme elle l'a fait pour la centrale de [Fessenheim](#) depuis 10 ans, à refuser de faire des travaux réclamés par l'IRSN, au simple motif que cela coûte trop cher. En effet, **les stress tests vont être contrôlés - et heureusement - au niveau européen, et les travaux devront être faits... ou les centrales seront fermées.**

Et pourtant EDF a les moyens... c'est l'État qui offre !

La rente nucléaire - payée par les Français et qui leur appartient - a été détournée par EDF pour faire des opérations capitalistiques. Et rien n'a été investi en France, alors que cela représente 7 à 8 milliards d'euros par an !

Quel sera le coût de la mise à niveau ? On l'ignore, mais d'ores et déjà EDF proteste. Or, il faut souligner que le groupe nucléaire bénéficie d'un avantage financier immense par rapport à ses concurrents du renouvelable, malgré les risques potentiels encourus. **Pire, son industrie n'est quasiment pas assurée (l'assurance ne couvre seulement que 91,5 millions d'euros par accident sur site). Si elle l'était véritablement, les coûts du nucléaire battraient tous les records !**

Or, non seulement les Français ne sont pas assurés à titre personnel en cas d'accident, puisque toutes les polices responsabilité civile excluent le risque nucléaire, mais en plus ils sont leurs propres assureurs, puisqu'en cas d'accident, c'est l'État qui paye... seul dans un premier temps, puis avec les autres États de l'[AIEA](#) (Agence internationale de l'énergie atomique) jusqu'à 1,5 milliards de [DTS](#) (droits de tirages spéciaux). **Au-delà, l'État paye comme il peut et c'est alors la dette publique qui est concernée...**

Les projections des coûts du nucléaire sont faussées

Concernant enfin les comparaisons financières qui sont faites par l'[UFE](#) (Union française de l'électricité), il y a beaucoup à dire... Examinons la pure propagande d'[Henri Proglio](#) (PDG d'EDF) à l'égard des **dangers d'une sortie à 50% du nucléaire** :

- **un million d'emplois seraient menacés : FAUX** puisque la filière n'en compte au mieux que **110 000¹** ;
- **sortir du nucléaire entraînerait une explosion des coûts : FAUX** puisque le différentiel entre **rester au tout nucléaire et sortir à 100 % du nucléaire n'est que de 60 milliards d'euros**. 400 milliards pour rester et 460 milliards pour sortir.

Enfin, les projections de coûts du nucléaire ne prennent ni en compte la baisse tendancielle du prix de revient du KWh, renouvelable face à la hausse tendancielle du KWh Nucléaire, ni la baisse de la consommation, pourtant actée dans les engagements communautaires pris par la France, et toujours pas le coût réel des externalités. Enfin, **ce système pénalise directement le porte monnaie des ménages, en leur interdisant de facto de sortir du chauffage électrique, sans lequel EDF ne pourrait vendre à coup sûr son électricité nucléaire...** Le lobby et le gouvernement interdisent donc la réduction des dépenses, pourtant possible par des économies de KWh.

De grâce, ce sujet n'est pas religieux... il est avant tout économique, financier et social. Il est grand temps que le lobby nucléaire cesse d'empêcher un débat rationnel, étayé et honnête, sur les coûts et avantages des choix qui nous sont offerts. A refuser de suivre l'Allemagne dans un grand projet de transition énergétique, la France risque un suicide industriel, une augmentation considérable de sa dette publique, et une hausse supplémentaire du coût de la vie.

¹ [NDLR](#) : Selon [une étude PricewaterhouseCoopers](#) réalisée "de façon indépendante" pour Areva en mai 2011, 125 000 emplois dépendent directement du nucléaire, pour un total de 410 000 emplois (directs, indirects et induits) alimentés par la filière. Henri Proglio y ajoute les 500 000 emplois des entreprises gourmandes en énergie ainsi que ceux que la filière espère créer en se développant.